

## COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES

### CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 12 JUILLET 2011 RELATIVE AUX MESURES EN FAVEUR DES GROUPES A RISQUE (à l'exception des entreprises dont l'activité principale consiste en l'implantation et l'entretien de parcs et jardins)

#### Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux ouvriers et ouvrières, à l'exception du personnel saisonnier et occasionnel comme stipulé dans l'article 8bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, et leurs employeurs, des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, à l'exclusion des entreprises dont l'activité principale consiste en l'implantation et l'entretien de parcs et jardins.

#### Article 2

Elle est conclue en application du chapitre VIII du Titre XIII de la loi portant des dispositions diverses (1) du 27 décembre 2006 (Moniteur belge du 28 décembre 2006), telle qu'adaptée par la loi du 1<sup>er</sup> février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel (Moniteur belge du 7 février 2011).

#### Article 3

Les parties signataires visent par la présente convention collective de travail à prévoir à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 un effort de 0,25 p.c. calculé sur la base de la rémunération globale des travailleurs, comme prévu à l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés (Moniteur belge du 2 juillet 1981). La cotisation susvisée de 0,25 p.c. est perçue et recouvrée par l'Office national de sécurité sociale et versée au "Fonds social et de garantie pour les entreprises horticoles", institué par la convention collective de travail du 7 juin 1991, instituant un fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 3 octobre 1991 (Moniteur belge du 29 octobre 1991).

Sur le pourcentage précité de 0,25%, 0,10% est réputé porter sur le régime légal en matière de groupes à risque, tel que défini dans la loi du 27 décembre 2006. Le 0,15% restant est également affecté par les parties signataires au bénéfice des groupes à risque mais doit être considéré comme un engagement contractuel et non légal. Les recettes générées par ce 0,15% sont donc gérées par les parties signataires de manière distincte au sein du Fonds social et de garantie pour les entreprises horticoles.

#### Article 4

La cotisation de 0,25 p.c. visée par l'article 3 de la présente convention collective de travail est utilisée en faveur des personnes qui, à leur embauche, appartiennent aux groupes à risque parmi les demandeurs d'emploi et/ou aux personnes auxquelles s'applique le plan d'accompagnement visé par l'accord de coopération entre les Autorités fédérales, les Communautés et les Régions, concernant le plan d'accompagnement.

#### Article 5

§ 1er. Pour l'exécution de la présente convention collective de travail, on entend par "groupes à risque": les personnes qui appartiennent à l'une des catégories suivantes: les chômeurs de longue durée, les chômeurs à qualification réduite, les handicapés, les jeunes soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, les personnes qui réintègrent le marché de l'emploi, les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence, les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs allochtones.

a) Par "chômeur de longue durée", on entend: le demandeur d'emploi qui, pendant les douze mois précédant son embauche, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine.

b) Par "chômeur à qualification réduite", on entend: le chômeur, âgé de plus de 18 ans, qui n'est pas porteur:

1. soit d'un diplôme de l'enseignement universitaire;

2. soit d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur du type long ou du type court;
3. soit d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

c) Par "handicapé", on entend: la personne handicapée - demandeur d'emploi qui, au moment de son embauche, est inscrite auprès du "Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des handicapés" ou du "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap".

d) Par "jeune soumis à l'obligation scolaire à temps partiel", on entend: le demandeur d'emploi âgé de moins de 18 ans qui est soumis à la scolarité obligatoire partielle et qui ne suit plus les cours de l'enseignement secondaire de plein exercice.

e) Par "personne qui réintègre le marché de l'emploi", on entend: le demandeur d'emploi qui satisfait à la fois aux conditions suivantes:

1. ne pas avoir bénéficié d'allocations de chômage ou d'allocations d'interruption de la carrière professionnelle pendant une période de trois ans précédant son embauche;
2. ne pas avoir exercé une activité professionnelle pendant une période de trois ans précédant son embauche;
3. pour la période de trois ans prévue aux points 1er et point 2, avoir interrompu son activité professionnelle ou n'avoir jamais commencé une telle activité.

f) Par "bénéficiaire du minimum de moyens d'existence", on entend: le demandeur d'emploi qui, au moment de son embauche, reçoit depuis au moins six mois sans interruption le minimum de moyens d'existence.

g) Par "travailleur peu qualifié", on entend: le travailleur, âgé de plus de 18 ans, qui n'est pas porteur:

1. soit d'un diplôme de l'enseignement universitaire;
2. soit d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur du type long ou du type court;
3. soit d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

h) Par "travailleur allochtone", on entend: le travailleur d'origine non-belge.

§ 2. Les personnes ayant suivi le plan d'accompagnement élaboré pour les chômeurs, tombent également dans les groupes-cibles visés par la présente convention *collective* de travail.

Les allochtones qui sont engagés sous contrat d'emploi à durée indéterminée sont aussi considérés comme appartenant aux groupes-cibles visés par la présente convention collective de travail.

Par allochtones, il faut entendre, outre l'allochtone lui-même, les personnes dont au moins un des parents ou au moins deux des grands parents a (ont) une nationalité autre que celle d'un pays de l'UE-15.

#### Article 6

Vu l'article 8 de la convention collective de travail du 7 juin 1991, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, instituant un fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts, les entreprises qui embauchent à partir du 1er janvier 2011 un travailleur appartenant aux catégories mentionnées à l'article 5 de la présente convention collective de travail, bénéficient d'une prime à l'emploi.

Cette intervention est versée par le "Fonds social et de garantie pour les entreprises horticoles" .

Le conseil d'administration du "Fonds social de garantie pour les entreprises horticoles" détermine les conditions d'octroi pratiques et le montant de la prime à l'emploi.

**Article 7**

Le conseil d'administration peut utiliser une partie des moyens disponibles pour la formation et l'accompagnement des personnes qui appartiennent aux groupes à risque. Le conseil d'administration du "Fonds social et de garantie pour les entreprises horticoles" détermine quelles sont les mesures nécessaires et comment elles seront élaborées.

**Article 8**

Les montants et les périodes d'intervention mentionnés dans la présente convention collective de travail, ainsi que les conditions d'octroi pratiques, peuvent être adaptés par le conseil d'administration du "Fonds social et de garantie pour les entreprises horticoles" en fonction des possibilités d'affectation budgétaires annuelles.

Pour les jeunes soumis à l'obligation scolaire à temps partiel comme stipulé dans l'article S, § 1<sup>er</sup>, d) de cette convention collective de travail, un système différent sera élaboré.

**Article 9**

Les parties signataires déposeront un rapport d'évaluation et un rapport financier au Greffe de la Direction Générale Relations collectives de travail du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

**Article 10**

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2012.

## Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 juli 2011 - Maatregelen ten gunste van de risicogroepen (met uitzondering van de ondernemingen waarvan de hoofdactiviteit bestaat uit het inplanten en onderhoud van parken en tuinen)

### Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werklieden en werksters, met uitzondering van het seizoens- en gelegenheidspersoneel zoals bedoeld in artikel 8bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969, tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, en op hun werkgevers, van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf, met uitzondering van de ondernemingen waarvan de hoofdactiviteit bestaat uit het inplanten en onderhouden van parken en tuinen.

### Artikel 2

Zij is gesloten in toepassing van hoofdstuk VIII van titel XIII van de wet houdende diverse bepalingen (I) van 27 december 2006 (Belgisch Staatsblad van 28 december 2006), zoals aangepast door de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord (Belgisch Staatsblad 7 februari 2011).

### Artikel 3

De ondertekenende partijen hebben de bedoeling om door middel van deze collectieve arbeidsovereenkomst vanaf 1 januari 2011 een inspanning te voorzien ten belope van 0,25 pct. berekend op het volledig loon van de werknemers zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers (Belgisch Staatsblad van 2 juli 1981).

De hierboven bedoelde 0,25 pct. bijdrage wordt geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en doorgestort aan het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor het tuinbouwbedrijf", opgericht bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 juni 1991, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 3 oktober 1991 (Belgisch Staatsblad van 29 oktober 1991).

Van het hierboven vermelde percentage van 0,25 %, wordt 0,10 % geacht betrekking te hebben op de wettelijk voorziene regeling inzake de risicogroepen zoals bedoeld in de wet van 27 december 2006. De overige 0,15 % wordt door de ondertekenende partijen ook besteed ten behoeve van de risicogroepen maar dient als een contractueel en niet als een wettelijk engagement beschouwd te worden. De opbrengst van de 0,15 % wordt ook afzonderlijk door de ondertekenende partijen beheerd in het Waarborg- en Sociaal Fonds voor het Tuinbouwbedrijf.

### Artikel 4

De in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst vermelde inspanning van 0,25 pct. wordt besteed ten behoeve van personen die, bij hun aanwerving, behoren tot de risicogroepen onder de werkzoekenden en/of ten behoeve van de personen op wie het begeleidingsplan dat bedoeld wordt in het samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten betreffende het begeleidingsplan van toepassing is.

### Artikel 5

§ 1. Voor de uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt onder "risicogroepen" verstaan de personen die behoren tot een van de volgende categorieën : langdurig werklozen, laaggeschoolde werklozen, gehandicapten, deeltijds leerplichtigen, herintreders, bestaansminimumtrekkers, laaggeschoolde werknemers en allochtonen.

a) Onder "langdurig werkloze" wordt verstaan : de werkloze die, gedurende de twaalf maanden die aan zijn indienstneming voorafgaan zonder onderbreking genoten heeft van werkloosheids- of wachttuitkeringen voor alle dagen van de week.

b) Onder "laaggeschoolde werkloze" wordt verstaan : de werkloze, ouder dan 18 jaar, die geen houder is van :

1. ofwel een diploma van het universitair onderwijs;
2. ofwel een diploma of een getuigschrift van het hoger onderwijs van het lange of korte type;
3. ofwel een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs.

c) Onder "gehandicapte" wordt verstaan : de werkzoekende mindervalide die op het ogenblik van zijn indienstneming bij het "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap" of het "Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des handicapés" ingeschreven is.

d) Onder "deeltijds leerplichtige" wordt verstaan : de werkzoekende van minder dan 18 jaar die onderworpen is aan de deeltijdse leerplicht en die het secundair onderwijs met volledig leerplan niet meer volgt.

e) Onder "herintreder" wordt verstaan : de werkzoekende die tegelijkertijd de volgende voorwaarden vervult :

1. geen werkloosheidsuitkeringen of loopbaanonderbrekingsuitkeringen genoten heeft gedurende de periode van drie jaar die zijn indienstneming voorafgaat;
2. geen beroepsactiviteit verricht heeft gedurende de periode van drie jaar die zijn indienstneming voorafgaat;
3. voor de periode van drie jaar voorzien in punten 1 en 2, zijn beroepsactiviteit onderbroken heeft ofwel nooit een dergelijke activiteit begonnen heeft.

f) Onder "bestaansminimumtrekker" wordt verstaan : de werkzoekende die op het ogenblik van zijn indienstneming sinds minstens zes maanden zonder onderbreking het bestaansminimum ontvangt.

g) Onder "laaggeschoolde werknemer" wordt verstaan : de werknemer, ouder dan 18 jaar, die geen houder is van :

1. ofwel een diploma van het universitair onderwijs;
2. ofwel een diploma of een getuigschrift van het hoger onderwijs van het lange of korte type;
3. ofwel een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs.

h) Onder "allochtonen" wordt verstaan : de personen van een niet-Belgische afkomst.

§ 2. Ook de personen die het begeleidingsplan dat voor werklozen uitgewerkt is, gevolgd hebben, vallen onder de in deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde doelgroepen.

Ook allochtonen die aangenomen worden met een arbeidsovereenkomst voor een onbepaalde duur worden beschouwd als behorende tot de doelgroepen bedoeld in deze collectieve arbeidsovereenkomst. Onder allochtonen wordt verstaan de persoon waarvan, naast de allochtoon zelf, tenminste één van de ouders of tenminste twee van de grootouders een nationaliteit heeft die niet behoort tot één van de landen van de EU-15.

#### Artikel 6

Gelet op artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 juni 1991, gesloten in het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van zijn statuten, genieten de ondernemingen die vanaf 1 januari 2011 een werknemer in dienst nemen die behoort tot de categorieën vermeld in artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, van een tewerkstellingspremie.

Deze tegemoetkoming wordt uitbetaald door het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor het tuinbouwbedrijf".

De raad van bestuur van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor het tuinbouwbedrijf" bepaalt de praktische toekenningsvoorwaarden en het bedrag van de tewerkstellingspremie.

**Artikel 7**

De raad van bestuur kan een gedeelte van de voorziene middelen aanwenden voor vorming en opleiding van personen die behoren tot de risicogroepen.

De raad van bestuur van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor het tuinbouwbedrijf" bepaalt welke begeleidende maatregelen noodzakelijk zijn en hoe deze hun uitwerking zullen krijgen.

**Artikel 8**

De bedragen en de periodes van tussenkomst vermeld in deze collectieve arbeidsovereenkomst evenals de uitgewerkte praktische toekenningsvoorwaarden, kunnen door de raad van bestuur van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor het tuinbouwbedrijf" aangepast worden in functie van de jaarlijks voorziene budgettaire bestedingsmogelijkheden.

Een aparte regeling wordt uitgewerkt voor deze deeltijds leerplichtigen zoals bedoeld in artikel 5, § 1, d) van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

**Artikel 9**

De ondertekenende partijen zullen een evaluatieverslag en een financieel rapport neerleggen op de Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

**Artikel 10**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2011 en treedt buiten werking op 31 december 2012.